

Élections, crise et répression en Turquie (2018-2019)

dimanche 3 mars 2019, par [AYDIN Uraz](#) (Date de rédaction antérieure : novembre 2018).

Avec quatre élections, un référendum constitutionnel et une tentative de coup d'État, en l'espace de trois ans, le moins que l'on puisse dire c'est que l'instabilité règne dans le pays, malgré le fait que le Président Erdogan consolide son pouvoir à travers tous ces tournants. Cependant les élections municipales qui auront lieu au mois de mars en 2019 et qui verront s'affronter les partis du pouvoir et de l'opposition sont déjà perçues de part et d'autre comme un nouveau plébiscite, et tout ça sur fond d'une profonde crise économique qui promet de s'aggraver.

Sommaire

- [Nationalisme en hausse](#)
- [Une crise structurelle](#)
- [Diplomatie et répression](#)
- [Les oppositions](#)
- [Le mouvement kurde : fragilisé](#)
- [Dépolitisation...](#)

Retour sur les élections de juin 2018

Le double scrutin présidentiel et législatif de juin 2018, réalisé encore une fois sous état d'urgence, s'est soldé par la réélection de Recep Tayyip Erdogan à la tête de l'État et une victoire du bloc conservateur-nationaliste composé du Parti de la justice et du développement (AKP) et du parti historique de l'extrême droite turque, le MHP. Tandis qu'Erdogan l'emportait avec 52,5 % des voix, le bloc - « l'Alliance populaire » [1] - obtenait 53,7 % et assurait ainsi la majorité au parlement, victoire qui signifiait aussi le passage d'un régime parlementaire au régime présidentieliste, déjà validé par le référendum d'avril 2017, faisant d'Erdogan un chef unique aux pouvoirs extrêmement renforcés. La surprise au sein de ce bloc et qui affecta aussi le sort du scrutin fut le résultat obtenu par le MHP de Devlet Bahçeli. En effet, toutes les estimations pronostiquaient un effondrement de celui-ci - en raison de sa soumission à Erdogan - au profit du IYI Parti [2] issu d'une scission laïque et oppositionnelle du parti de Bahçeli. Toutefois le MHP a réussi à maintenir ses voix, obtenant 11,1 %. Il avait bien perdu deux-tiers de ses électeurs au profit du IYI Parti, mais cette fuite avait été compensée par un transfert inattendu de voix provenant de l'AKP. Les « déçus de l'AKP » sur lesquels comptait l'opposition pour enrayer le régime dictatorial d'Erdogan avaient ainsi préféré exprimer leur mécontentement en restant au sein du même bloc ; ils validaient la présidence d'Erdogan tout en affaiblissant l'AKP et l'obligeant à composer avec le MHP, qui devenait ainsi une force décisive au Parlement.

Nationalisme en hausse

Prévues pour 2019, les élections législatives et la présidentielle ont été convoquées presque neuf mois à l'avance. Plusieurs raisons pour ceci. Erdogan a voulu tout d'abord profiter du climat nationaliste qu'il avait réussi à engendrer avec l'offensive sur Afrine, enclave kurde au nord de la Syrie, dirigée par le PYD, organisation sœur du PKK. Cette offensive menée avec la participation massive des djihadistes de « l'Armée libre syrienne » a été présentée comme une libération de territoires sous occupation terroriste et applaudie comme un coup frappé au PKK en Syrie par les diverses composantes de l'opposition, le HDP [3] étant le seul parti à s'y opposer [4]. De plus, le fait que ni le régime syrien, ni Poutine, ni non plus Trump ne s'y soient réellement opposés a été ressenti comme une victoire face à ces puissances et comme l'affirmation d'être revenu dans le jeu comme puissance régionale capable de défier tout un chacun. Il en a donc résulté un consensus militaro-nationaliste dont Erdogan ne voulait pas laisser échapper les gains.

Une autre raison de convoquer ce double scrutin à l'avance, en ne laissant que deux mois pour la campagne fut certainement de ne pas laisser le temps aux différents courants de l'opposition pour s'organiser et principalement empêcher le IYI Parti de se présenter. Soulignons qu'à cette époque, pour l'opposition comme pour le bloc conservateur-nationaliste, le IYI Parti était jugé comme un réel risque qui pourrait porter un coup dur au MHP. Mais par les dynamiques dont j'ai fait état plus haut, il est maintenant question de deux partis d'extrême droite totalisant à eux deux plus de 21 %, sans compter l'AKP, qui par les politiques mises en œuvre pourrait être jugé comme bien plus radical que nombre de partis d'extrême droite européens. Donc nationalisme et militarisme sont bien les deux principales composantes de la sensibilité idéologique qui caractérise cette période, dépassant les clivages entre bloc du pouvoir et opposition.

Une crise structurelle

Et la dernière et plus importante raison fut incontestablement de réaliser ces élections avant que la crise économique qui commençait à s'annoncer depuis plusieurs mois ne s'aggrave et ne pénalise Erdogan. Effectivement alors que la situation économique donnait des signes de dégradation depuis le début de l'année, au mois d'août ce fut la dégringolade. Précipitée par les tensions avec la Maison Blanche et spécifiquement avec le tweet de Donald Trump annonçant son intention à doubler les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium, la livre passa en chute libre pour perdre en août 16 % de sa valeur face au dollar, et 40 % pour l'année 2018.

Alors que de la part de l'opposition cette dégradation de la situation économique a été interprétée comme la conséquence de l'autoritarisme du régime Erdogan et de ses choix géopolitiques, le bloc du pouvoir eut recours, comme il en a pris l'habitude, à la thèse du complot international. « S'ils ont leur dollar, nous avons Allah », s'exclamait Erdogan. Pour prendre les devants des mobilisations que les effets de la crise pouvaient engendrer, le Reïs (le capitaine, ou bien le « Duce ») accusa ainsi le « lobby du taux d'intérêt » en visant plus ou moins directement les États-Unis. On eut alors droit à de ridicules salves « d'anti-impérialisme » déversées par les médias (à 80 % sous la tutelle du Chef), anti-impérialisme dont bien entendu Erdogan se faisait le champion.

Il est pourtant bien clair que cette crise, qui n'en est qu'à ses débuts et qui dès maintenant a causé plusieurs dizaines de faillites et des licenciements collectifs, est d'ordre structurel. Elle résulte des spécificités de l'insertion de l'économie turque au capitalisme mondial (comme l'endettement massif du secteur privé en devises) et est profondément liée à la crise du régime d'accumulation dont 2008 a marqué une première phase. On assiste ainsi à une répercussion de la crise globale dans des pays capitalistes émergents comme la Turquie et l'Argentine, qui ne seront probablement pas les

derniers.

Diplomatie et répression

Aujourd'hui les tensions entre Washington et Ankara semblent s'être apaisées à la suite de la libération du pasteur américain Andrew Brunson accusé d'espionnage, en détention depuis près de deux ans dans le cadre de la répression anti-güleniste [5], même si en retour la demande d'extradition de F. Gülen n'a pas été acceptée. De plus la position qu'Erdogan a prise à la suite de l'obscur assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans le consulat d'Arabie saoudite d'Istanbul, lui a permis de se donner une posture « d'interlocuteur responsable » en collaboration avec les puissances occidentales face à son principal adversaire régional, Riyad. Toutefois, au milieu de cette relative accalmie, Ankara n'omet pas de bombarder des positions kurdes dans le Rojava [6], le Kurdistan syrien - alliées à Washington -, afin de rappeler qu'il ne se résignera pas à la consolidation d'une autonomie kurde à sa frontière et dirigée par son ennemi intérieur, le PKK.

À l'intérieur du pays l'étau sécuritaire continue à se resserrer avec des vagues constantes de perquisitions à domicile et d'arrestations collectives, même si au bout de quelques jours seuls quelques-uns des interpellés sont mis sous détention provisoire et la majorité relâchés. On pourrait citer des dizaines d'exemples, mais contentons-nous d'en évoquer deux parmi les plus significatifs. Vers le milieu du mois de septembre, une dizaine de milliers d'ouvriers se sont révoltés face aux conditions insupportables de travail - qui avaient déjà fait 32 morts - dans le chantier du « plus grand aéroport du monde » à Istanbul, un des projets de prestige d'Erdogan. Après des heures de conflit entre les ouvriers et la police militaire, près de 600 ouvriers furent mis en garde à vue à la suite de violentes descentes dans les dortoirs. Au bout de quelques jours, la grande majorité furent relâchés, mais au total 34 ouvriers et syndicalistes furent mis en détention provisoire dans l'attente de leur procès. Depuis c'est une discipline militaire qui règne sur le chantier [Voir Uraz Aydin, ESSF (article 46599), [Luttes ouvrières en Turquie : retour sur la grève dans le chantier du nouvel aéroport d'Istanbul](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article46599) : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article46599>].

Le dernier exemple en date a été l'arrestation d'une dizaine de personnes parmi lesquels figurent des universitaires et des employés d'ONG accusés d'être dans un rapport hiérarchique avec Osman Kavala, l'homme d'affaires présenté comme le « Soros turc » - détenu depuis plus d'un an sans acte d'accusation - et d'avoir œuvré à l'extension de la révolte de Gezi en important des activistes professionnels de l'étranger ! Finalement ils furent tous relâchés dans la nuit même ou le lendemain, à part l'un d'entre eux, mis en détention, accusé d'avoir participé à des réunions concernant la désobéissance civile... L'absurdité des accusations n'a pas de limite, mais détient une fonction bien rationnelle, celle de tenir le pays dans une illusion de menace perpétuelle, menace terroriste, menace de coup d'État, menace de « guerre économique » ou bien, comme dans ce dernier cas, en évoquant cinq ans plus tard les événements de Gezi, la menace d'une « révolution de couleur ».

Les oppositions

Du côté des forces de l'opposition, il faut tout d'abord reconnaître qu'elles ont su remarquablement déjouer les manèges du bloc AKP-MHP visant à les prendre au dépourvu et ont réussi à désigner leurs candidats et monter leurs campagnes le plus rapidement possible. Le CHP [7], le IYI Parti et le Saadet Partisi [8] ont par ailleurs uni leurs forces au sein de l'Alliance de la nation afin d'éviter le risque que les deux derniers de ces partis restent sous le seuil des 10 % et ne puissent être représentés au Parlement.

Mais, incontestablement, la surprise de cette période de campagne électorale a été la performance de Muharrem Ince (lire « Inedjé »), le candidat du CHP dont la direction a dû accepter la candidature à contrecœur, ce dernier étant un rival du Président actuel, Kemal Kilicdaroglu. Ince, par sa capacité à argumenter et débattre, à déjouer les pièges des journalistes « organiques » de l'AKP, à provoquer et déboussoleur Erdogan, a réussi à susciter une véritable mobilisation et l'espoir d'un second tour chez « le peuple laïc ». Pourtant Ince ne provenait pas de la gauche du CHP et ne disait rien « de gauche ». Dans ses discours, il était tout au plus question de « normalisation » (plutôt que de démocratisation), la question du retour au système parlementaire restait dans le flou et la question des migrants syriens était loin d'être traitée dans un esprit « bienvenue aux réfugiés ».

Ayant besoin du vote kurde dans le cas d'un second tour, Ince avait bien pris soin de prôner l'importance de l'enseignement de la langue maternelle (donc du kurde, parmi d'autres) et rendu visite à Selahattin Demirtas - ancien co-président et candidat du HDP - derrière les barreaux (ce qui fut jugé courageux dans un contexte de criminalisation sans égale d'un parti représenté au Parlement).

Mais il n'en fut rien, malgré la mobilisation de centaines de milliers de personnes, de rassemblements monstres, Ince en est resté à 30,6 %. Obtenant un tiers des voix du IYI Parti et un quart de ceux du HDP, Ince faisait 8 % de plus que les résultats législatifs de son parti mais cela ne suffisait pas pour un second tour. Les voix du CHP étaient aussi en baisse en raison de voix passées au IYI Parti et dans une moindre mesure au HDP.

Tandis que le IYI Parti s'impose définitivement comme acteur sur la scène politique avec ses 10 % dont le quart provient de la droite du CHP et le reste du MHP, les résultats du Saadet sont loin des attentes. Il n'obtiendra que deux députés, qui de plus proviendront du contingent ouvert par le CHP dans ses listes pour Saadet et non de ses propres listes. Même si son alliance avec le CHP laïciste a pu le pénaliser, les 1,34 % qu'il obtient montre bien qu'un islamisme politique combiné à la défense des droits sociaux et démocratiques n'est pas en mesure de concurrencer le populisme islamo-nationaliste et affairiste d'Erdogan.

Le mouvement kurde : fragilisé mais debout

Quant au HDP, qui a été terriblement affaibli par les diverses vagues d'arrestations visant ses porte-parole, ses députés, ses maires et élus municipaux et des milliers de ses militants, il a réussi à accroître ses voix par rapport aux élections de novembre 2015 (10,76 %) avec 11,7 %. Rappelons que le HDP n'a pas été inclus dans l'Alliance de la nation. Si le CHP et le Saadet (et bien entendu le HDP) étaient ouverts à une telle alliance, c'est Meral Aksener du IYI Parti qui a refusé de se trouver sur la même plateforme que le HDP, énormément criminalisé et dénoncé comme le prolongement du PKK par Erdogan. Ainsi il était crucial que le HDP puisse dépasser le seuil des 10 %, ce qui fut fait, notamment à travers une campagne menée par Selahattin Demirtas depuis sa prison. Candidat aussi à la présidence, Demirtas n'obtenait que 8,4 %, une partie de son électorat ayant préféré voter Ince dès le premier tour. La formule « HDP [aux législatives] plus Ince [à la présidentielle] » a été largement suivie par la génération « Gezi » et une partie de la gauche du CHP.

Toutefois la campagne du HDP fut cette fois-ci totalement réduite à l'arithmétique de l'Assemblée et à la nécessité pour le HDP d'entrer au Parlement pour y limiter le pouvoir de l'AKP. Aucun message politique clair, aucune revendication mise en avant. On était loin du défi lancé par Demirtas à Erdogan - « Nous empêcherons que tu sois président » - qui marquèrent les élections de juin 2015. Ce furent plutôt les personnalités qui rejoignirent les rangs du HDP comme candidats aux législatives qui servirent de « campagne » : un journaliste récemment sorti de prison, des

représentants de courants révolutionnaires extérieurs au HDP, des universitaires limogés pour avoir défendu la paix, une figure devenue le symbole de la résistance à l'état d'urgence...

Signalons aussi que les voix du HDP ont augmenté dans toutes les grandes villes de l'ouest comme Istanbul, Ankara, Izmir, et que le vote HDP dans ces trois villes constitue 30 % du vote HDP au total. En revanche ils ont baissé dans les villes kurdes. Ainsi à Sirnak le vote HDP a chuté de 84 % à 70 %, à Hakkari de 84 % à 72 %, à Diyarbakır de 72 % à 67 % et de même pour Mus, Bitlis, Siirt... L'état de la répression et le déplacement de plusieurs bureaux de vote ne suffisent pas à expliquer ces résultats. Mais l'AKP ayant ou stagné ou bien légèrement accru ses voix dans cette région, il serait plutôt question d'un glissement de l'AKP vers le MHP, surtout auprès des populations turques et arabes (et du personnel militaire et policier sur place), et du HDP vers l'AKP pour des secteurs de Kurdes conservateurs.

Hormis quelques courants hostiles à la cause kurde, la gauche radicale a majoritairement appelé à voter Demirtas et HDP. Pour la troisième fois depuis 2015 se mettait en place une campagne indépendante et unitaire appelant à voter Demirtas et HDP, dont Yeniyol, la section turque de la IV^e Internationale fut une des initiatrices. Cette initiative nommée « Un pas de plus », parallèlement à l'appel au vote, a intégré à sa campagne la demande de libération de Demirtas pour des élections équitables et la mise en avant des revendications économiques du HDP dans le contexte de crise.

Cependant si le parti arrive en troisième position dans le Parlement, devant les courants de l'extrême droite, ce qui constitue une réelle victoire, le HDP est traversé par diverses tensions, qui petit à petit se font publiques. La première est le conflit qui oppose Demirtas à la direction actuelle du parti. Que ce soit à l'occasion de la candidature de Demirtas aux présidentielles, de l'appel de celui-ci adressé au HDP à sortir du « mode vacance » et à descendre sur le terrain ou bien par la vidéo préparée pour les 6 ans du HDP où Demirtas est quasiment absent [9], les frictions sont bien visibles. Mais ces tensions résultent en grande partie de l'identification du parti à Selahattin Demirtas, dont principalement le caractère, l'attitude et la sincérité avaient permis au HDP de monter de 6 % à 13 % aux législatives de juin 2015 et d'être représenté au Parlement. La direction du parti est donc soucieuse de cette identification - surtout dans l'absence de Demirtas, emprisonné depuis 2 ans - et tente de la briser. Mais il semble bien clair que ce n'est pas en faisant disparaître ce dernier de la photo ou en relativisant ses contributions que la question sera résolue. Elle résulte d'une crise du HDP, qui se trouve dans l'impossibilité d'agir à l'Assemblée car elle n'a quasiment plus de fonctions, ni dans la rue, en raison de la répression. Cependant la direction du PKK, qui n'a jamais digéré la (relative) autonomisation du HDP, où Demirtas a encore joué un rôle important, et l'ayant exprimé à maintes reprises, profite de cette situation pour reconsolider ses liens de subordination avec le parti.

La deuxième source de tension, ou plutôt de critique, résulte du fait que le HDP perd de plus en plus son caractère de « parti kurde » aux yeux d'une frange de cette population et lui semble aujourd'hui soumis à la gauche turque. Plusieurs articles publiés ces dernières semaines témoignent de ce sentiment, qui est en partie fondé (la majorité des députés n'est pas kurde, par exemple), mais qui justement repose sur le projet même de la fondation du HDP, en faire un parti de toute la Turquie, le « turquiser » comme on dit ici ; ce qui fut l'idée d'Abdullah Öcalan, leader historique du PKK, emprisonné depuis vingt ans.

Dépolitisation...

C'est donc dans ces conditions que tous les acteurs politiques se préparent aux élections municipales et reconsidèrent leurs alliances. Toutefois pour les diverses tendances de l'opposition il

semble de plus en plus difficile de mobiliser. Ces élections, où l'AKP l'emporte à chaque fois, engendrent une véritable perte de crédibilité de la politique institutionnelle, ce qui ne se traduit pas par une radicalisation mais une dépolitisation.

Uraz Aydın

P.-S.

- Inprecor n° 657-658 novembre-décembre 2018 :
<http://www.inprecor.fr/article-Turquie-Élections,%20crise%20et%20répression?id=2205>
- * Uraz Aydın, rédacteur de Yeniyol, revue de la section turque de la IV^e Internationale, est l'un de nombreux universitaires limogés pour avoir signé une pétition en faveur de la paix avec le peuple kurde, dans le cadre de l'état d'urgence instauré à la suite de la tentative de coup d'État de 2016.

Notes

[1] L'Alliance populaire est un bloc électoral conservateur-nationaliste. Elle a été formée en vue des élections générales de juin 2018, en février 2018, par le Parti de la justice et du développement (AKP) et le Parti d'action nationaliste (MHP, dont la branche paramilitaire est surnommée « Loups gris »), puis rejointe en mai 2018 par le Parti de la grande unité (BBP). Elle a été annoncée au lendemain de l'abrogation par la Grande Assemblée nationale des dispositions de la loi électorale qui interdisaient la formation de telles coalitions électorales. Concernant la réforme du système électoral qui permet les alliances et ses raisons politiques, voir l'article d'Emre Ongun « Turquie : une élection comme un cambriolage durant un incendie »

<https://europeinsoumise.org/fr/dossiers-thematiques/politique/item/115-turquie-une-election-comme-un-cambriolage-durant-un-incendie>

[2] Issu d'une scission avec le MHP à la suite de l'expulsion des leaders de l'opposition interne, le IYI Parti (Bon Parti) voulait tenter de combler l'absence de centre-droit séculier et nationaliste pour attirer l'électorat déçu du tournant autoritaire-islamique de l'AKP. Dirigé par l'ancienne ministre de l'Intérieur des sombres années 1990, Meral Akşener, et reposant sur des cadres provenant de l'extrême droite, le parti n'a eu ni la capacité ni le temps de réaliser ce virage vers le centre-droit.

[3] Parti démocratique des peuples, réformiste de gauche, issu du mouvement kurde avec la participation de divers courants de l'extrême gauche turque. Son parti-frère dans la région kurde est le DBP, Parti des régions démocratiques..

[4] Voir la déclaration de Yeniyol (section turque de la IV^e Internationale) à ce sujet : ESSF (article 42957), [Turquie : Face au consensus nationaliste et à la déraison militariste, nous condamnons la guerre d'Erdogan sur Afrine !](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42957) :
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42957>

[5] Du nom de Fethullah Gülen, exilé depuis 20 ans aux États-Unis, ancien allié d'Erdogan et dont la confrérie vastement infiltrée dans l'appareil d'État est accusée d'avoir fomenté la tentative de coup d'État de 2016. Voir Uraz Aydın, ESSF (article 39911), « [La grâce d'Allah](#) » : [coup d'État](#).

[dictature et union islamo-nationaliste en Turquie :](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39911)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39911>

[6] Voir Uraz Aydin, ESSF (article 40484), [Kurdistan de Syrie : Rojava, le PYD et l'autodétermination kurde](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article40484) :
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article40484>

[7] Parti républicain du peuple, fondé par Mustafa Kemal (fondateur de la République turque) ayant adopté un discours de centre gauche à partir des années soixante, mais comportant toujours de forts accents nationalistes. Membre de l'Internationale socialiste, d'orientation social-libérale et laïciste, il est le principal parti d'opposition.

[8] Parti du courant historique de l'islam politique en Turquie dont est issu l'AKP à la suite d'une scission. Afin de rivaliser avec l'AKP et attirer l'électorat religieux mécontent à la fois de l'autoritarisme et de la dégénérescence affairiste de l'AKP, Saadet a adopté une posture plus tolérante, démocrate et « sociale ».

[9] <https://www.youtube.com/watch?v=KgLO--Ippts>